

# Le Réveil Social

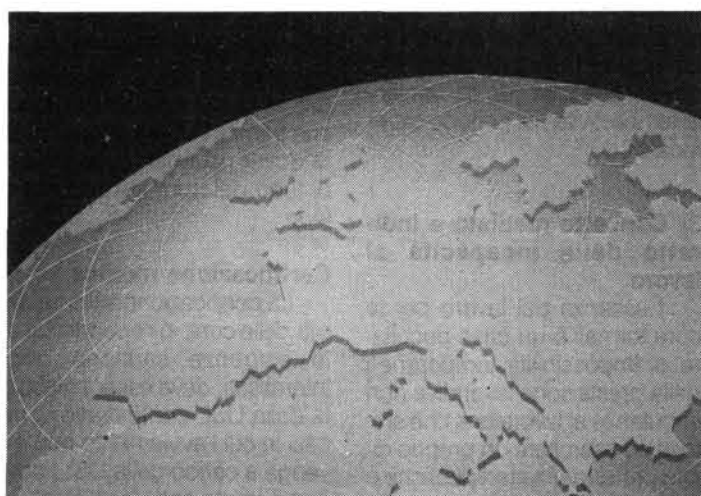
ORGANE MENSUEL DU SAVT - Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N. 1 JANVIER 1989 - 5ème année - Nouvelle série - Expédition abonnement groupe postal 3° (70%)

## Editorial

### Notre futur dans l'Europe

par E. PASTORET



Notre peuple, notre région se trouvent face à un moment historique qui décidera, pour les années à venir notre futur, nos raisons d'être. Voilà une affirmation que beaucoup d'entre nous ont déjà entendue en plusieurs occasions. On pourrait nous reprocher un oracle cité avec trop d'esprit théâtral, c'est possible. Mais nous vous invitons à faire quelques petites considérations sur ce sujet.

On entend parler partout, en Vallée d'Aoste et ailleurs, de l'année 1992, des possibilités, des problèmes que les Etats Unis d'Europe poseront, à chaque pays en général et tout en particulier aux petites communautés telles que la nôtre.

Le Val d'Aoste a été historiquement une région très particulière dans laquelle les races, les cultures se sont mélangées en raison de sa collocation géographique. Les valdôtains ont été, très souvent, coincés entre des réalités culturelles fortes, qui étaient très souvent en compétition entr'elles. Quand même nos ancêtres ont su se débrouiller pas mal pour sauvegarder leur identité culturelle. Tout en présence de contradictions très marquées nous avons pu rejoindre, dans ces dernières années, le but que nos aïeux avaient soutenu irrémédiablement: la sauvegarde de notre identité culturelle. Bien sûr le succès n'est pas définitif, mais, en revenant au présent tout le monde, chez nous et ailleurs, doit avouer que des remarquables succès ont été atteints dans l'administration de nos ressources. Au point de vue économique notre Région est très souvent objet de jalousies bien motivées. En effet, chez nous, il y a de l'argent, les gens vivent bien, les problèmes économiques sont presque inexistent. Bien sûr des contradictions existent encore et elles sont parfois voyantes, soit dans le domaine économique, soit dans d'autres aspects de la vie sociale de notre Région.

La richesse généralisée a apporté des problèmes au point de vue de la santé morale des gens et ça ont doit l'avouer. Mais elle a aussi donné la possibilité à nos politiciens de trouver une adhésion toujours plus grande de la part des gens.

C'est aussi pour ça que les rapports entre les forces poli-

tiques dans le Gouvernement régional sont moins crus et plus radoucis qu'auparavant. Les anciennes disputes politiques, que les moins jeunes de nos lecteurs n'auront sûrement pas oublié, nous apparaissent un héritage du moyen âge par rapport à la paisibilité politique de nos jours.

Cette sage et prudente conduite a permis à nos administrateurs, entr'autres choses, de voir accrues leurs capacités de contracter avec l'état Italien et cela nous a apporté des satisfaisantes améliorations culturelles et économiques. Nous rappelons à ce propos les adaptations aux programmes de l'école valdôtaine. Ces adaptations permettent à notre Région, d'organiser l'apprentissage d'une façon plus adhérente aux exigences de notre culture et aux nécessités intellectuelles de notre peuple. En plus, hors de l'école, aussi dans plusieurs endroits de travail la compétence bilingue a été reconnue. La prime de bilinguisme qu'une grande partie de travailleurs touche a déterminé le droit des citoyens qui le veulent de se servir de la langue qu'ils préfèrent dans n'importe quel bureau public de la région. Et tout ça ce n'est pas encore un point d'arrivée, beaucoup de gens dans notre Vallée démontrent de vouloir rejoindre des objectifs encore plus ambitieux au point de vue linguistique. Dans ce sens les Etats Unis d'Europe leur fourniront une aide remarquable permettant aux gens qui le voudront de s'internationaliser davantage aussi linguistiquement. Dans cette perspective les habitants du Val d'Aoste pourront, avec moins de malaise, pratiquer la langue française, jusqu'à présent trop méconnue.

En vue de 1992 deux pos-

sibilités se proposent au choix de nous tous: ou maintenir paisiblement notre rôle de dépendance vis à vis des subventions italiennes, ou nous projeter dans la réalité internationale Européenne.

Les possibilités que la nouvelle Europe offrira seront surtout économiques et commerciales, et on doit reconnaître que dans ce sens les politiciens européens ont été très souvent, dépassés dans leurs choix par les entrepreneurs qui ont mis en jeu leurs forces les meilleures pour arriver à l'unité européenne. Les hommes politiques avaient dans le passé, très souvent réussi, du moins en Italie, à abîmer, les industries qu'on leur avait confiées pour les transformer en dépôts de vœux et de confiance politique. Les technologies des industries et des usines d'état ont été gaspillées pendant des années par des choix qui avaient du mal à s'accorder avec une courageuse capacité organisationnelle. Maintenant ces temps sont terminés. C'est le moment du courage, des choix visés à la compétition économique et à la louange de la professionnalité. Dans ce cadre le Val d'Aoste, son peuple, ses représentants doivent choisir. Si l'on veut rester la région subventionnée que nous sommes nous serons de plus en plus faibles et inerte par rapport à un état qui aura toujours plus de mal à comprendre nos exigences face à une nouvelle réalité européenne qui dépassera la capacité organisationnelle et d'imagination des bureaucrates italiens.

Le poids des indécisions gouvernementales seront payées surtout par des petites communautés telles que la nôtre qui base sa survivance sur les provisions de l'état. Dans ce

cas nous devons continuer notre lutte pour la sauvegarde de notre peuple et pour améliorer la parification linguistique qui sera toujours mise en jeu, comme dans le passé, par des points de vue que nous ne pourrions pas partager.

L'autre possibilité que nous avons est carément celle d'accepter le défi de l'histoire, de devenir entrepreneur et de nous élaner au-delà des Alpes, lesquelles, dans les derniers siècles, nous ont un peu trop aidés à cultiver notre paisibilité. En faisant ce choix nous aurons la possibilité de courir à la rencontre de notre identité linguistique francophone. Tout le monde, chez nous, devrait être heureux de poursuivre dans le même temps sa propre réalisation économique et culturelle. Ce qu'on vient de dire c'est peut-être un rêve, mais ce sont les rêves qu'on doit poursuivre, parfois.

Pourquoi pas croire à nos investissements en France, en Belgique, dans des pays de notre même sources linguistique?

Allez-y valdôtains, ayez du courage, soyez entrepreneurs de vous mêmes, on vous quittera pas. Ce serait chouette d'installer un siège du SAVT en Savoie, nous y pensons déjà depuis quelque temps. Mais attention, sortir de notre mignonne réalité voudrait dire aussi lutter contre d'autantes oppressions culturelles que celles que nous avons connues jusqu'à présent. Le fait qu'elles se passent dans une langue aimée plutôt que dans une langue repoussée ne décalerait pas notre malheur.

suite page 4

### La pubblica amministrazione si privatizza?!

di R. FARINET

Con la prevista introduzione dei contratti a tempo determinato pieni o parziali è in atto una vera e propria rivoluzione nel comparto del pubblico impiego, al fine soprattutto di rendere più agili e moderni gli uffici.

Si tratta di uno strumento che permetterà una maggiore flessibilità della struttura e pertanto costituisce il primo passo di un'azione graduale di accostamento all'impiego privato.

Secondo le previsioni, questo nuovo istituto, oltre a migliorare la funzionalità del settore pubblico, comporterà anche un notevole risparmio economico. Si tratta di contratti di consulenza per personale altamente qualificato o assunzioni di personale di pronto intervento per soddisfare necessità transitorie venendo così incontro, in quest'ultimo caso, ai giovani alla ricerca del primo impiego.

La procedura permetterà di scavalcare i concorsi, notoriamente caratterizzati da lungaggini amministrative, per indirizzarsi verso sistemi più snelli (esempio: selezione, per titoli).

Il periodo potrà essere limitato a un minimo di un anno fino a un massimo di anni due.

I settori nei quali si prevede un largo uso del nuovo istituto saranno principalmente quelli della sanità, dell'ambiente e dei beni culturali.

### SOMMAIRE

|          |   |                                     |
|----------|---|-------------------------------------|
| <b>2</b> | Cure termali<br>Aumenti pensionati<br>Pensionati                                      | W. Riblan<br>W. Riblan<br>P. Bioley |
| <b>3</b> | Invalidi<br>Pensionati<br>Coin des lecteurs   | W. Riblan<br>W. Riblan              |
| <b>4</b> | Savt Santé Notizie<br>Controllo Regionali<br>Institut Agricole Régional<br>Precisione | C. Nicco<br>R. Farinet              |

On s'était proposé dans le numéro 7 du mois d'octobre de travailler à la réalisation d'un journal différent, tout en sauvegardant son rôle institutionnel. Voilà les résultats! En dehors des arguments qu'y seront traités dans le futur, nous proposons à nos lecteurs un mensuel renouvelé dans sa réalisation graphique. Le titre, tout en restant le même, a été modifié.

Les caractères de presse sont différents plus en ligne avec l'intention de nitidité que nous avons cherché d'obtenir dans cette nouvelle feuille. Des petites choses avaient été modifiées déjà dans les numéros précédents, d'autres le seront dans les numéros à venir. Vis à vis de la collaboration que nous avions demandé à nos inscrits des résultats nous les avons déjà obtenus. C'est avec plaisir que nous avons eu l'aide de M.eur Renzo Farinet qui travaillera avec nous dans le futur.

Nous avons publié des choses à propos desquelles pas tout le monde était d'accord, mais notre but ce n'était pas celui d'avoir l'unanimité et il ne le sera pas dans le futur. Au contraire notre souci est et sera celui de provoquer des débats, des échanges d'idées à l'intérieur et à l'extérieur de notre Organisation. Venez nous voir, assistez à nos débats qui ne seront sûrement pas calmes mais certainement vifs et intéressants. C'est avec plaisir que nous avons accueilli les félicitations qui nous ont été faites pour notre effort de discuter de problèmes tels que la drogue, l'écologie etc.

Egalement nous avons prouvé le plaisir d'entendre des critiques intéressantes qui n'étaient pas bêtement bornées, elles au contraire exprimaient des prises de vue originales et personnalisées. Voilà c'est tout, si vous pensez que notre journal puisse intéresser les gens que vous connaissez diffusez-le entr'eux.

Adressez-les à notre siège pour s'y abonner. Nous sommes plongé dans une nouvelle année, notre Congrès s'approche suivez-nous et parcourez avec nous le chemin pour arriver à ce Congrès qui sera certainement fondamental pour notre Syndicat.

Merci.

Le Comité rédacteur du REVEIL SOCIAL

# PATRONATO SAVT

a cura di W. RIBLAN



## Art. 13 — Legge 638/1983 sentenza 5634/1988 della Corte di Cassazione Sezione Unite

Le Sezioni Unite della Corte di Cassazione, con sentenza depositata il 17 ottobre 1988, hanno riconosciuto che deve essere indennizzata ai sensi dell'articolo 2110 c.c. l'assenza dal lavoro per fruire di cure termali.

Si legge nella sentenza, della quale alleghiamo il testo integrale, che:

«Nel regime dettato, sia dall'art. della legge 7 agosto 1982 n. 526 sia dall'art. 13 della legge 11 novembre 1983 n. 638, di conversione, con modificazioni, del decreto legge 12 settembre 1983 n. 463, l'assenza dal lavoro del dipendente privato per fruire, fuori delle ferie annuali, di cure idrotermali alle condizioni e nei limiti in quelle norme stabilite, si configura come una fattispecie legale di impossibilità temporanea della prestazione lavorativa, riferibile alla persona del dipendente, ma a lui non imputabile, legata, mediante un nesso di causalità mediato ed indiretto, ad uno stato patologico che richiede, per effettive esigenze terapeutiche o riabilitative, la sottoposizione a cure idrotermali del lavoratore, nei cui riguardi opera la tutela dell'art. 2110 c.c. con il conseguente diritto dello stesso prestatore al relativo trattamento economico».

È stato così posto fine al contrasto giurisprudenziale insorto all'interno della Sezione Lavoro della Stessa Corte con 14 sentenze favorevoli ai lavoratori e tre di segno contrario.

Le Sezioni Unite hanno, inoltre, tenuto conto che la Corte Costituzionale, con la sentenza 18 dicembre 1987, n. 559, ha precisato che, anche se l'articolo 13, comma 3, della legge 638/1983 non prevede espressamente il diritto alla retribuzione, tale diritto spetta in virtù dell'articolo 2110 c.c., nella cui nozione rientrano, secondo l'interpretazione giurisprudenziale, anche gli stati patologici che richiedono effettive cure idrotermali.

La recente sentenza ha fornito indispensabili chiarimenti su vari aspetti della questione:

### 1) Condizioni per poter fruire

### delle cure termali

I limiti consentiti nella fruizione delle cure idrotermali sono solo quelli, che, con la finalità del contenimento della spesa pubblica, risultano sanciti dall'articolo 13 della legge 638/1983, che ha concluso una serie di contrastanti interventi legislativi. Pertanto i congedi straordinari per cure termali sono consentiti, sia nel settore pubblico che in quello privato, per soli quindici giorni in un anno, avendo dette cure carattere ciclico e non continuativo. È necessario lasciare intercorrere un intervallo di quindici giorni dalle ferie o dai congedi ordinari. Sotto l'aspetto medico il Legislatore ha precisato che il ciclo di cure termali può essere concesso solo in presenza di effettive esigenze terapeutiche o riabilitative (ad esclusione quindi di finalità meramente preventive) e su motivata prescrizione di un medico specialista della USL (o, per quelli avviati alle cure dall'INPS o dall'INAIL, dai medici di tali Istituti).

Secondo la Corte tali limiti: «Sono tutti elementi che dimostrano il particolare rigore imposto dalla legge nella preventiva verifica delle condizioni per la fruizione delle prestazioni idrotermali e per la giustificazione della relativa assenza dal lavoro». Queste condizioni possono essere controllate anche in fase successiva, sia da parte delle strutture pubbliche sia, in caso di controversia riguardante i dipendenti del settore privato, dal Giudice ordinario.

### 2) Superamento della indifferibilità delle cure

La Corte così argomenta: «Non è più richiesta la certificazione della impossibilità del rinvio di tali cure, evitandosi così che queste potessero intendersi come assolutamente indifferibili ed urgenti, e non già, con maggior coerenza rispetto alla «ratio» della normativa, come soltanto da fruirsi, per essere efficaci rispetto a dette esigenze, con opportuna tempestività, senza dover attendere il periodo feriale».

Non è pertanto necessaria l'esistenza di una malattia in fase acuta, in quanto le cure idrotermali riguardano

## Cure termali

principalmente manifestazioni morbose pervenute ad uno stato cronico o recidivante. Questi non determinano di per sé una diretta ed immediata incapacità alla prestazione lavorativa, anche se questa diventa temporaneamente inesigibile «per l'accertate necessità, non dilazionabile fino alle ferie annuali e ai congedi ordinari, di sottoposizione del dipendente a specifici trattamenti idrotermali».

I trattamenti prescritti devono essere riconosciuti idonei a migliorare funzionalmente gli organi o gli apparati colpiti, tali quindi, per la loro efficacia, «Da doversi eseguire con conveniente tempestività nel periodo extraferiale».

### 3) Concetto mediato e indiretto della incapacità al lavoro

L'assenza dal lavoro per le cure termali è un caso peculiare di impossibilità temporanea della prestazione lavorativa non imputabile al lavoratore, che si limita ad esercitare un proprio diritto per esigenze terapeutiche e riabilitative. Tale assenza è riconducibile, pertanto, nella sfera di tutela della malattia ai sensi dell'articolo 2110 c.c.

Non è, infatti, necessario ai fini assicurativi che l'incapacità lavorativa sia conseguenza diretta ed immediata della malattia.

Così avviene, ad esempio, nel caso di ricovero ospedaliero per speciali accertamenti diagnostici preordinati a interventi chirurgici o a particolari terapie programmabili nel tempo; oppure nel caso di un portatore, anche sano, di germi di malattia infettiva costretto ad astenersi dal lavoro per evitare il pericolo di contagio (Cassazione 7292/87, 2206/88).

Al fine di evitare l'ulteriore permanere di interpretazioni ambigue la Suprema Corte insiste a chiare lettere che nel caso di cure idrotermali l'elemento determinante consiste nel nesso causale, seppure indiretto o mediato, tra stato patologico, che esige le cure in funzione terapeutica e riabilitativa, e la impossibilità della prestazione lavorativa durante la loro fruizione. Vengono, tuttavia, prefissati dei limiti temporali in rispondenza al carattere ciclico e non continuativo della terapia idrotermale.

Commentati gli aspetti salienti della sentenza, occorre tornare sulle conseguenti prospettive operative, che qui di seguito cerchiamo di riassumere.

### Ambito operativo

Possono essere risolti positivamente, con l'indennizzo da parte dell'INPS, tutti i casi pregressi per i quali non sia intervenuta la prescrizione annuale (o questa sia stata interrotta con specifici atti trattandosi di casi di più vecchia data) oppure non sia stata pronunciata una sentenza negativa passata in giudicato.

### Interruzione della pre-

### scrizione

È possibile interrompere la prescrizione di anno in anno anche con una semplice raccomandata. Invitiamo ad indirizzare gli atti interruttivi sia all'INPS che al datore di lavoro.

### Presentazione di nuove domande

Una volta che la struttura interessata (USL, INPS, INAIL) ha accolto la domanda di cure termali presentata dal lavoratore, è necessario che questi, ai fini dell'indennizzo e anche dello adempimento degli obblighi contrattuali, faccia presente al datore di lavoro e all'INPS (anche tramite l'ufficio di patronato) di dover usufruire delle cure al di fuori del normale periodo di ferie.

### Certificazione medica

La certificazione sulla necessità delle cure, in rispondenza alle esigenze sanitarie degli interessati, deve essere rilasciata dalla USL competente o, nei casi in cui l'avviamento non avvenga a carico della USL, dalla competente sede dell'INPS (se vengono concesse da tale istituto) o dall'INAIL (se si tratta di lavoratori infortunati o tecnopatici).

Non ha alcun fondamento, inoltre, la pretesa che, a completamento della certificazione, rilasciata dalla USL, venga richiesto anche un certificato dell'INPS sulla necessità delle cure.

### Controlli durante le cure termali

Il lavoratore, durante il periodo di fruizione delle cure termali, non dovrà osservare le fasce orarie poiché, essendo stato previamente avviato con apposita certificazione sanitaria, si rende superfluo un ulteriore controllo del suo stato.

L'Istituto procederà al riconoscimento dell'indennizzo solo per i giorni di cura effettivamente fruiti, così come risulterà dal certificato di fine cura, che il lavoratore può rimettere all'INPS tramite l'ufficio di Patronato.

## Aumenti per i pensionati al trattamento minimo INPS e per le pensioni speciali

Riportiamo un sunto della legge approvata definitivamente dal Senato in data 21 dicembre 1988 e di cui si è in attesa di pubblicazione sulla Gazzetta Ufficiale. La particolarità è che tali aumenti sociali verranno concessi solo su domanda degli interessati i quali riceveranno dagli uffici pagatori un apposito modulo già predisposto dall'INPS, allegando lo stato di famiglia e dichiarando la situazione del reddito complessivo familiare.

I lavoratori dipendenti, commercianti, artigiani, coltivatori diretti e minatori, titolari di pensione INPS e con più di 65 anni, possono chiedere una maggiorazione sociale di L. 50.000.= al mese con decorrenza dal 1° luglio 1988 a condizione che:

a) **Non coniugati:** non devono avere un reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 650.000, esclusa la pensione.

b) **Coniugati:** l'aumento è compatibile solo se uno dei due ha la pensione sociale, inoltre non devono avere altro reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 650.000., escluse le pensioni.

Chi ha già percepito la precedente maggiorazione di L. 30.000. ha diritto ad un aumento di L. 20.000 mensili.

Per i pensionati con più di 60 anni l'aumento è di L.

30.000 mensili con decorrenza dal 1° luglio 1988 a condizione che:

a) **Non coniugati:** non devono avere un reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 390.000, esclusa la pensione.

b) **Coniugati:** l'aumento è compatibile solo se uno dei due ha la pensione sociale, inoltre non devono avere altro reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 390.000.= escluse le pensioni.

Per le pensioni sociali l'aumento è di L. 125.000. mensili con decorrenza 1° luglio 1988, a condizione che:

a) **Non coniugati:** non devono avere un reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 1.560.000., esclusa la pensione.

b) **Coniugati:** l'aumento è compatibile solo se uno dei due ha la pensione al trattamento minimo, inoltre non devono avere altro reddito superiore alla maggiorazione sociale annua di Lire 1.560.000. escluse le pensioni.

Chi ha già percepito la precedente maggiorazione sociale di L. 75.000. ha diritto ad un aumento di L. 50.000.

Per i pensionati con più di 60 anni non verrà concesso l'aumento sociale a coloro che hanno già goduto della maggiorazione ex combattenti in base alla legge 140 art. 6.

## MAGGIORAZIONI EX COMBATTENTI

A decorrere dal 1° gennaio 1989 i pensionati titolari di pensione con decorrenza anteriore al 7 marzo 1968 hanno diritto, a domanda ad una maggiorazione reversibile del rispettivo trattamento di pensione, determinato secondo le norme ordinarie, nella misura di L. 30.000. mensili.

Per la compilazione della domanda dovete rivolgerVi presso le nostre sedi di Patronato.

## Notizie per i pensionati

di P. BIOLEY

Il governo sta esaminando la possibilità di concedere uno sconto sull'IRPEF che ricupererà con l'IVA. Come al solito si concede qualcosa con la mano sinistra, per poi recuperarlo con la mano destra e precisamente con un rincaro per tutti dal 2 al 4% sui generi alimentari (rincarano: il pane, la pasta, il formaggio, ecc. ecc.), è questo un inganno vero e proprio.

Anche il bollo della patente aumenterà è intanto aumentato il gasolio di riscaldamento anche se il prezzo del barile del petrolio è sceso di molto. La pressione fiscale aumenterà dello 0,4% ma non si pensa che questa manovra provocherà un'altra inflazione a scapito del «pantalon» e cioè del pensionato che purtroppo ha lasciato il lavoro dieci o quindici anni fa?

La revisione della FAMOSA pensione d'ANNATA (che sarebbe meglio definire DANNATA), sarà applicata anche ai privati oltre che ai pubblici dipendenti?

Seguiremo attentamente l'evoluzione di tutte queste leggi ed appena possibile riferiremo più chiaramente. Per oggi non ci rimane che: ASPETTARE E SPERARE...



## Notre futur dans l'Europe

segue da pagina 1

Les processus de l'histoire changent la valeur des choses et ce que nous estimons le mieux aujourd'hui pourrait ne plus l'être demain!

Quelle surprise serait alors, pour tout le monde, voire et entendre les valdôtains se pencher avec un respect accru vers leur véritable langue qu'ils ont trop négligemment permis de nommer «patois». Vous savez, la différence entre une langue et un dialecte repose sur le fait qu'une langue a à son service une école et une armée lorsqu'un dialecte est tel parce que il n'a aucune défense pour survivre.

Dans le prochain futur nous devons nous méfier de l'amour trop passionnée que nous pourrions donner, pour des raisons différentes, aux deux états qui nous entourent et qui possèdent, eux oui, des armées et des écoles pour sauvegarder leurs langues: l'italien et le français. La perspective d'une nouvelle organisation économique pose des risques accrus pour notre culture. Nous risquons d'être coincés entre deux réalités également indifférentes à la disparition des petites réalités telles que la nôtre. Saurons-nous perpétuer le miracle que jusqu'à présent a permis à notre peuple, par des raisons incompréhensibles aux linguistes même, de sauvegarder notre identité aussi à travers notre langue à nous: le valdôtain?

### PRECISAZIONE

Nell'art. «Parlare di droga» a firma di E. PASTORET apparso sul n. 9 di dicembre 88 sul Réveil Social è stato erroneamente riportato in II<sup>a</sup> colonna la parola spero mentre il periodo andrebbe letto così: C'è però da dire che se rispetto alla droga reagiamo con lo stesso spirito di rimozione esso è spesso condito di maggior veemenza, di astio superiore.

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

## SAVT SANTE

### Notiziario di C. NICCO

Il 13 settembre 1988 il Ministero della Sanità ha pubblicato il Decreto che determina gli standards del Personale Ospedaliero.

In base al decreto; (che prevede 6,5 posti letto X 1000 abitanti di cui l'1 per mille riservato alla riabilitazione) in Valle di Aosta risulta che mancherebbero nr. 147 posti letto; attualmente i posti letto disponibili sono 594; (dati forniti dall'USL) ne servirebbero 741 numero che comunque l'USL ha già giudicato insufficiente per le nostre necessità (questo anche in base alla conformazione geografica e alla vocazione turistica della regione) asserendo che il numero ottimale è di 862 letti pari al 7,5 per 1000.

Il decreto prevede inoltre che le USL avessero tempo 60 giorni dalla data della sua pubblicazione per fare delle proposte alla Regione, la quale a sua volta aveva a disposizione 90 giorni per definire le modalità per l'applicazione del decreto, con l'indicazione dei nuovi posti letto e la relativa pianta organica necessaria, in caso negativo, il Ministero potrebbe intervenire con propri provvedimenti.

In merito al personale è da rilevare che vi è una difficoltà non indifferente per l'applicazione del decreto per la carenza di Infermieri Professionali, carenza che purtroppo si prolungherà nel tempo dato che il mercato non offre un sufficiente numero di queste figure e le persone che si avvicinano alla scuola I.P. sono sempre troppo poche.

Speriamo comunque che lo sviluppo di questo Decreto serva almeno a fare piena luce sulle reali necessità del personale dell'ospedale.

In tempi brevi dovrebbe anche essere pubblicato un Decreto sugli standards del territorio.

### INCENTIVAZIONE

Come Organizzazioni sindacali su questa vertenza stiamo portando avanti la trattativa con l'USL e la Regione per definire la parte progressiva, (cioè gli anni 86-87-88) e quindi arrivare alla liquidazione definitiva per questi anni. Stiamo cercando anche di porre le basi per una nuova e più equa applicazione di questo istituto, siamo del parere che lavorando bene sul decreto degli standards si potrebbe individuare dove realmente c'è carenza di personale e quindi dove si dovrebbe incentivare di più e dove meno. Questo discorso andrebbe fatto, attivando il sub II. applicando le incentivazioni per obiettivi. In questo caso nel discorso incentivazioni farebbero parte molte più persone (ad esempio tutte le Infermiere Professionali). Certo che per arrivare a questo bisogna che a monte venga fatto il calcolo delle ore disponibili da pagare in **plus orario** in base alla cifra a disposizione. Queste ore dovranno venire distribuite ai reparti in base alle esigenze ed alle reali necessità; in questo modo ogni operatore che darà del plus orario saprà in anticipo quanto questo gli verrà retribuito.

Il SAVT-SANTÉ ha come obiettivo finale una più giusta ed equa applicazione di questo istituto, che, applicato come ora, ad alcuni dà la possibilità di arrotondare non poco lo stipendio e ad altri dà solo briciole.

Ricordiamo che una applicazione corretta del contratto prevede che l'Istituto delle incentivazioni non sia un semplice aumento di stipendio (per alcuni) ma un meccanismo che dovrebbe risolvere, seppur parzialmente, la carenza di personale, le lunghe liste d'attesa ecc. ecc.

## REGIONALI

# Rinnovo del contratto dei dipendenti regionali — 1988/1990

di R. FARINET



L'avvio del rinnovo del contratto dei dipendenti regionali (1.188-31.12.90), dopo varie fasi alterne, si è concretizzato con la presentazione di due piattaforme rivendicative. Una da parte di CISL-SAVT-UIL e una da parte della CGIL. Le quattro segreterie confederali (CGIL-CISL-SAVT-UIL) nei lavori per l'elaborazione della piattaforma sono state in parte rallentate dalle elezioni regionali 1988 e dalla risoluzione del problema dell'indennità di bilinguismo (la legge era stata rinviata non vista dalla Commissione di Coordinamento per ben due volte).

Le due proposte presentate contengono numerosi punti in comune tra cui la parte economica con nuovi meccanismi di progressione di carriera.

Differiscono, con proposte alternative, per quanto concernono i profili professionali, l'inquadramento e l'indennità di funzione.

Inoltre, contengono numerosi punti decisamente innovativi.

Per quanto concerne la parte economica la stessa ha

subito una vera e propria piccola rivoluzione. Si è proceduto operando una revisione completa dello sviluppo economico alla luce di quella che è la situazione contrattuale e rivendicativa degli altri comparti del pubblico impiego stravolgendo completamente i precedenti meccanismi. In poche parole si è impostata una nuova filosofia e un nuovo modo di concepire la progressione di carriera.

Inoltre, si propone un riordino completo dell'organizzazione del lavoro a partire dal primo livello funzionale fino alla carriera dirigenziale.

Questo riordino, costituisce un progetto sicuramente ambizioso, fortemente sentito e non più dilazionabile il quale, nel tentativo di risolvere i molti problemi legati all'organizzazione del lavoro, darà un nuovo volto all'amministrazione regionale.

In particolare, sono previsti alcuni passaggi di livello e, nel riordino della carriera dirigenziale, l'eventuale creazione della carriera direttiva la quale, peral-

to, è stata oggetto in questi ultimi anni di ripetute osservazioni da parte della Commissione di Coordinamento.

Altre proposte innovatrici riguardano: il personale straordinario, il part-time, l'anticipazione dell'indennità di fine servizio e la formazione professionale.

Le piattaforme trattano inoltre di diritti sindacali, del riordino di alcune indennità, dell'orario di lavoro, dei permessi, delle procedure di reclutamento del personale, dell'approvazione di un testo unico di norme regionali, del diritto allo studio ecc...

Tali richieste, unitamente alle diverse osservazioni e proposte emerse dall'assemblea di area e di gruppo omogeneo, sono state approvate a maggioranza dall'assemblea generale indetta da CISL-SAVT-UIL nella giornata di venerdì 13 gennaio 1989.

Lunedì 16 si è avviata la trattativa con il Presidente della Giunta il quale si è impegnato a convocare le parti entro 10 giorni, non appena riunito l'esecutivo regionale e le forze della maggioranza.

## Information

### Institut Agricole Régional

L'Institut Agricole Régional, ex Ecole d'Agriculture, comme son nom l'indique, est un institut qui a été fondé en 1982 pour réaliser des activités d'expérimentation agricole et permettre aux jeunes d'acquérir une formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture.

Les cours sont distribués sur une période de 2 ou 3 années scolaires (1<sup>er</sup> octobre-début juin) suivant l'orientation choisie. Les élèves fréquentent un cours biennal bilingue portant sur des matières culturelles telles que:

Religion, italien, histoire, instruction civique, français,

mathématiques, informatique, chimie, éducation physique (environ 18 heures par semaine);

et des matières professionnelles comme:

botanique, agronomie, économie rurale, mécanique, grandes cultures, arboriculture, parasitologie, viticulture, oenologie, anatomie, zootechnie, art vétérinaire, industrie laitière (environ 20 heures par semaine).

Les élèves effectuent également 6 heures par semaine de travaux pratiques, qui se font au laboratoire, à la cave, à la vigne, au verger, à la

ferme, ou même, en été, pour ceux qui le demandent, en alpage.

A la fin des 2 premières années les élèves vont à Caluso pour se présenter au certificat d'aptitude professionnelle de «Esperto coltivatore». Passé l'examen, ils peuvent s'inscrire encore une année à l'Institut pour se spécialiser soit en zootechnie et industrie laitière, soit en viticulture et arboriculture ils peuvent bien s'inscrire en dehors de la Vallée, à un «Istituto» pour devenir, après trois années encore d'études «agrotecnico» ou «perito agrario».

Les élèves, garçons ou filles, n'ont à supporter aucun frais d'écolage et de pensionnat.

On n'est admis que si l'on a terminé les écoles «moyennes», on doit être reçu à l'examen d'entrée, qui a lieu vers la mi-juin, et on doit accepter d'être pensionnaire depuis le lundi matin jusqu'au samedi à midi.

65 élèves fréquentent l'année scolaire 1988-89, dont 37 inscrits au 1<sup>er</sup> cours, 23 au 2<sup>e</sup> cours et 5 au 3<sup>e</sup> cours, et parmi ceux-ci il y a 8 filles.

## Le Réveil Social

### MENSUEL

Organe de Presse du SAVT

#### Rédaction:

SAVT  
2 Pl. Mausetti  
Tél. 0165/44336

Aut. Tribunal d'Aoste n. 15  
du 9/12/1982

#### Imprimerie:

«Arti Grafiche Duc»  
73, av. Bat. d'Aoste — 11100 Aoste  
Tél. 0165/47147

#### Directeur responsable:

Ennio Donzel

#### Rédacteur:

Ennio Pastoret

#### Ont collaboré à la réalisation de ce numéro:

Renzo Farinet  
Walter Riblan  
Pietro Biolley